

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

Cabinet
Pôle Sécurité
Section Police Administrative

Tél. 03.86 60 71 28
Fax : 03.86.60.71.19

N° 2005-P- 2773

ARRETE

portant renouvellement d'autorisation d'utilisation de produits
explosifs dès réception par la Société Granulats Bourgogne Auvergne
Carrière de Moulin Neuf à FLETY.

Le Préfet de la Nièvre,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances
explosives ;

Vu la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 réprimant les défauts de déclaration de disparition de produits
explosifs ;

Vu le décret n°81-972 du 21 octobre 1981 relatif au marquage, à la détention, au transport et à
l'emploi des produits explosifs, notamment ses articles 9 et 10 ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 mars 1982, relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en
vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale, notamment ses articles 2 à 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif à l'acquisition des produits explosifs ;

Vu le règlement général des industries extractives titre « Explosifs » ;

Vu le règlement pour le transport des matières dangereuses ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-P-2902 du 30 septembre 2003 autorisant la société Granulats
Bourgogne Auvergne à recevoir et à utiliser des explosifs dès réception sur le territoire de la
commune de FLETY (Nièvre) ;

Vu la demande en date du 16 juin 2005, présentée par M. François BLANCO, agissant en qualité de
responsable d'exploitation de la société Granulats Bourgogne Auvergne, dont le siège social est
situé «Pont de Colonne» à ARNAY-le-DUC (21230), visant à obtenir le renouvellement de
l'autorisation susvisée ;

Vu l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de
Bourgogne en date du 17 août 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

ARRETE

Article 1^{ER} :

La société Granulats Bourgogne Auvergne, dont le siège social est situé «Pont de Colonne» à ARNAY-le-DUC (21230), représentée par M. François BLANCO responsable d'exploitation, est autorisée à recevoir et utiliser des explosifs dès réception, sur la carrière de «Moulin Neuf» territoire de la commune de Fléty (Nièvre), pour l'abattage en grande masse de matériaux éruptifs.

Article 2 :

Les personnes responsables de la prise en charge, de la garde, de l'utilisation et de la mise en œuvre des produits explosifs au titre de la présente autorisation sont :

- M. Christian HORN
- M. Daniel BEAU
- M. Thierry DUBUISSON
- M. Nicolas PINEL

La présente autorisation n'est valable qu'autant que ces personnes nommément désignées assument cette responsabilité au sein de la société Granulats Bourgogne Auvergne. Toute nouvelle désignation implique qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.

Occasionnellement, pour les opérations de manipulation et de préparation des tirs, ces personnes peuvent être assistées des agents de la société TITANITE à PONTARLIER SUR SAONE (21270), dont la liste figure au dossier de demande et qui disposent des qualifications nécessaires appropriées.

Article 3:

Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à :

- . Explosifs : 2 000 kg (dont 1250 m maxi de cordeau détonant, soit 25kg).
- . Détonateurs électriques : 161.

Le nombre maximum de livraisons autorisées est de 60 expéditions réparties sur une année, à raison d'une expédition par jour maximum.

Article 4:

Les produits explosifs sont transportés sur le lieu d'emploi par le fournisseur ou un transporteur dûment autorisé à cette fin.

Chaque transport doit donner lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et est effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

Article 5:

Le transport des produits explosifs depuis le lieu de réception jusqu'au lieu d'utilisation est effectué par le bénéficiaire ou le fournisseur des explosifs dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus. La livraison a lieu le jour et se fait le plus près possible de l'heure prévue pour le tir.

Article 6:

Les produits explosifs doivent être utilisés au cours de la période d'activité du jour de la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, le bénéficiaire est responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Il veille notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence.

Article 7:

Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'ont pas été consommés dans la période d'activité, les produits non utilisés doivent au terme de ce délai être ramenés au dépôt du fournisseur, la société TITANITE à PONTAILLER SUR SAONE (21270), par véhicules routiers, selon les mêmes conditions administratives qu'à l'aller, sous réserve que ne soit pas dépassée la quantité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral se rapportant à ce dépôt.

Si par suite de circonstances exceptionnelles, cet acheminement s'avère impossible, le bénéficiaire doit en aviser immédiatement les services de police ou de gendarmerie et prendre toutes mesures utiles pour assurer la protection des produits explosifs contre tout détournement. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés doivent intervenir dans les trois jours.

Article 8:

La demande indique que les personnes physiques responsables désignées à l'article 2, mettent elles-mêmes en œuvre les produits explosifs.

Si ces personnes ne s'acquittent pas elles-mêmes de la mise en œuvre des produits explosifs ou n'exercent pas une surveillance directe sur cette mise en œuvre, les personnes qui en sont chargées doivent être habilitées à l'emploi des produits explosifs dans les normes prévues à l'article 5 de l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 (contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale).

Article 9:

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y sont précisés les coordonnées du fournisseur, l'origine des envois, leurs modalités, l'usage auquel les explosifs sont destinés, les renseignements utiles en matière d'identification, les quantités maximales à utiliser dans une même journée, les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation, les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci. Ce registre est présenté à toute requête de l'autorité administrative.

Article 10:

La perte, le vol et plus généralement la disparition quelle qu'en soit la cause effective ou supposée de produits explosifs doivent être déclarés dans les vingt quatre heures à la gendarmerie ou aux services de police.

La non observation de cette obligation par le responsable ou le préposé est sanctionnée par les peines prévues aux articles 1 et 3 de la loi n°79-519 du 2 juillet 1979.

Article 11:

Sous réserve de l'application de l'article 2 ci-dessus, la présente autorisation est valable jusqu'au 30 septembre 2010.

Elle peut être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis en application de l'article 12 du décret n°81-972 du 21 octobre 1981.

Article 12:

Les produits explosifs visés à l'article 3 doivent être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

Article 13: Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

- la Sous Préfète de Château-Chinon,
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne,
- le Maire de Fléty,
- le Délégué militaire, 9, square de la Résistance, BP 29 à Nevers (58019),
- le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines à NEVERS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont copie sera adressée à la société Granulats Bourgogne Auvergne, « Pont de Colonne » à ARNAY LE DUC (21230).

Fait à Nevers le, 09 SEP 2005
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur des Services du Cabinet,



Jean-François MONIOTTE